

RDÉE Canada au cœur du développement économique canadien



Roger Lavoie,
Directeur Général du RDÉE Canada

RDÉE Canada opérationnalise actuellement ses liens de partenariat et de collaboration avec le Forum Francophone des Affaires en tant que membre et interface au Canada du FFA. Le FFA, réseau des acteurs économiques francophones au niveau international, est reconnu comme institution officielle par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage.

«La mission du RDÉE Canada est de favoriser, en collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, le développement économique et la création d'emplois dans les communautés francophones et acadiennes du Canada».

Roger Lavoie, directeur général du RDÉE Canada explique que «RDÉE Canada est le Réseau de Développement Économique et d'Employabilité, un réseau pan-canadien créé en 1997 au service des communautés francophones (à l'extérieur du Québec) et acadiennes du Canada (www.rdee.ca). La mise en œuvre de notre approche stratégique est rendue possible grâce au travail de son réseau pancanadien de développement économique communautaire, composé de

12 organismes à vocation économique (les RDÉE) présents dans chaque province (excepté Québec) et territoire, de 138 intervenants économiques à travers le pays et de l'appui financier des partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et privés. Les résultats visés par les intervenants du réseau de RDÉE Canada sont la création d'emplois et d'entreprises permanents dans les communautés francophones et acadiennes du Canada».



Les activités du RDÉE Canada se déroulent à l'échelle nationale. Sa fonction principale est de fournir un appui financier, professionnel et technique au réseau d'intervenants socio-économiques afin de maximiser leurs interventions dans les dossiers visant le développement et l'épanouissement des communautés francophones (à l'extérieur du Québec) et acadiennes au pays. RDÉE Canada et son réseau matérialisent principalement leurs actions dans les secteurs économie du savoir, entrepreneuriat jeunesse, tourisme et développement rural. L'organisme appuie d'une part la création d'entreprises et d'industries et le service conseil aux entreprises et, d'autre part, l'adaptation de la main d'œuvre et le

renforcement des capacités communautaires en développement économique. Leurs actions s'organisent dans une stratégie économique communautaire impliquant un appui aux PME.

Pour Richard Aubry, directeur général adjoint «il ne fait aucun doute que RDÉE Canada est un réseau pragmatique et innovateur d'organismes à vocation économique et de clientèles de gens d'affaires à travers le Canada. Il peut être également un pont entre nos communautés et la francophonie internationale donnant directement accès au marché nord-américain». En effet, «le Canada dispose dans son arsenal économique d'un atout méconnu : sa francophonie. Les communautés francophones et acadiennes de tout le pays cultivent en leur sein des entrepreneurs compétents, novateurs et créateurs d'emploi, des jeunes pleins d'idées et débordants d'enthousiasme, des destinations touristiques à découvrir et une ruralité qui diversifie son activité économique». «Il est pertinent également de souligner que plus d'un million de francophones vivent et travaillent en français à l'extérieur du Québec, au Canada. Leur impact sur l'économie du pays est important. Leur présence dans le domaine des affaires ajoute de la valeur aux échanges et permet une plus grande diversification de l'activité économique. RDÉE Canada et son réseau servent de maillon entre ces francophones au pays».

Richard Aubry, directeur général adjoint du RDÉE Canada explique que RDÉE Canada exerce, au sein du Comité national de développement économique et d'employabilité (CNDÉE) - structure paritaire de collaboration composée du Conseil d'administration du RDÉE Canada (gens d'affai-



Richard Aubry,
Directeur Général Adjoint du RDÉE Canada

res) et de 11 ministères et agences fédéraux à vocation économique, son rôle d'interlocuteur privilégié auprès du gouvernement fédéral en matière de développement économique et d'employabilité pour les communautés francophones en milieu minoritaire du pays.

Il souligne que «la stratégie de développement économique communautaire du RDÉE Canada repose, entre autres, sur la création

et le soutien d'alliances stratégiques. C'est dans cette veine que des partenariats majeurs ont pris forme au cours de la dernière année, dont, notamment :

- en octobre dernier, RDÉE Canada et le Réseau des SADC du Québec (comprenant 57 sociétés d'aide au développement des collectivités et 10 CAE du Québec) ont ratifié un protocole d'entente de collaboration qui a formalisé les liens de collaboration et de renforcement mutuel parmi ces deux partenaires clés œuvrant dans le développement économique communautaire au Canada. Les deux réseaux se sont engagés conjointement afin de mettre en commun leurs connaissances et expertises complémentaires et de leur permettre de profiter mutuellement de ressources ciblées et d'augmenter les services d'appui disponibles à leurs membres».

Il explique que «ce protocole a comme objectifs de préciser les modalités de collaboration entre les deux réseaux, mais





également de faciliter la consolidation d'un réseau francophone à l'échelle du Canada». En effet, «les membres des organismes signataires s'appuient et se renforcent mutuellement pour maximiser l'impact de leurs actions et de l'utilisation de leurs ressources respectives sur la vitalité économique des communautés francophones de tout le pays. Il est important de miser sur l'équilibre optimal entre la collaboration et l'efficacité, et c'est pour cela que ce protocole de collaboration encourage les échanges et les transferts de connaissances de chacun en plus de refléter les besoins et les aspirations des deux réseaux».

RDÉE Canada est très enthousiaste dans cette toute autre dimension de collaboration», affirme et ajoute Richard Aubry, directeur général adjoint du RDÉE Canada.

RDÉE Canada possède une connaissance approfondie des besoins dans ces communautés canadiennes dans le domaine du développement économique et de l'employabilité.

Roger Lavoie, directeur général du RDÉE Canada explique que «RDÉE Canada se définit comme un modèle fondé sur l'identification et la résolution de problématiques et d'enjeux en développement économique communautaire au pays».

«Dans l'Histoire du Réseau de développement économique et d'employabilité qui remonte à 1997, dont le 10ème anniversaire sera célébré l'an prochain, il y a eu une phase d'expansion, une de consolidation et une de détermination», atteste Richard Aubry, directeur général adjoint du RDÉE Canada. «Nous sommes résolument tournés vers l'avenir», ajoute-il. ■

Organisations provinciales et territoriales membres du réseau du RDÉE Canada

- La Société de développement économique de la Colombie-Britannique (RDÉE Colombie-Britannique)
- La Chambre économique de l'Alberta (RDÉE Alberta)
- Le Conseil de la coopération de la Saskatchewan (RDÉE Saskatchewan)
- Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (RDÉE Manitoba)
- Le Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario (RDÉE Ontario)
- Le Conseil économique du Nouveau-Brunswick (RDÉE Nouveau-Brunswick)
- Le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (RDÉE Nouvelle-Écosse)
- La Société de développement de la Baie acadienne (RDÉE Île-du-Prince-Édouard)
- Le RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador
- Le RDÉE Yukon
- Le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (RDÉE Territoires du Nord-Ouest)
- Le RDÉE Nunavut

Le Réseau du RDÉE Canada appuie d'une part la création d'entreprises et d'industries et le service conseil aux entreprises et, d'autre part, l'adaptation de la main d'œuvre et le renforcement des capacités communautaires en développement économique. Leurs actions s'organisent dans une stratégie économique communautaire impliquant un appui aux PME.

Les services en matière de développement économique et d'employabilité s'inscrivent dans 4 axes

- Démarrage d'entreprises ex. : plans d'affaires et financement)
- Expansion d'entreprises (ex. : plans de restructuration et refinancement)
- Employabilité (ex: ateliers en acquisition de compétences)
- Renforcement des capacités communautaires (ex. : adoption de plans de développement communautaire)

